

CES MÉTIERS QUI TRAQUENT LA CRIMINALITÉ EN COL BLANC

Profession : détecteur de mensonges

Déceler l'imposture, pourchasser la triche, dénoncer les paradoxes, mettre en garde à contre-courant : ils en ont fait le cœur de leur activité professionnelle, au service des entreprises, privées comme publiques.

Bien sûr, notre liste n'est pas exhaustive. Cécile de Barsy, Gerad Ryle, **Christophe Nijdam** et François Vincke ne sont pas les seuls pourfendeurs de mensonge au monde. Il en existe bien d'autres et ceux-ci sont d'ailleurs bien connus. Raison pour laquelle nous avons choisi de mettre l'accent sur des créneaux moins visibles mais néanmoins à la pointe du combat.

Cécile de Barsy: elle piste la fraude en entreprise

Sorte de détective privé pourchassant les «crimes» économiques, cela fait maintenant plus de 15 ans que cette jeune quadragénaire s'occupe de prévention et de détection de fraude en entreprise. Ce que dans le jargon on appelle le *forensic auditing* (Ndlr, *examen a posteriori des faits ayant conduit à une fraude avant ensuite d'en établir les responsabilités*). «Les fraudes dont sont victimes les entreprises, privées comme publiques, ont non seulement pour origine des membres de leur propre personnel mais aussi les parties prenantes externes comme les clients ou les fournisseurs.» Détournement de fonds, collusion avec un fournisseur, manipulation de prix, falsification de données, *trading* non autorisé, faux en écriture, abus de confiance, blanchiment d'argent,... Les malversations sont diverses. Mais toutes ont un point commun. «Elles



Cécile de Barsy

visent à travestir la réalité à des fins lucratives», avance Cécile de Barsy.

Pas de fraude sans mensonge, donc. «Une fraude commence effectivement toujours par une manipulation des faits ou de certaines données pour en retirer un bénéfice personnel ou pour son entreprise. Les gens mentent pour des raisons multiples. Cela va de l'avancement professionnel aux problèmes financiers personnels en passant par la simple malveillance.» Aujourd'hui indépendante après avoir longtemps travaillé pour le compte de grands cabinets d'audit (PwC, Deloitte, etc.), Cécile de Barsy compte parmi ses clients des entreprises comme la SNCB ou Belgacom. «Les mafias sont par exemple très présentes dans le monde des appels téléphoniques internationaux et celui du piratage de films.»

Systèmes d'alerte, procédures de contrôle... La tendance est à se protéger davantage. «Les entreprises recherchent plus que par le passé les comportements à risque!» Pour des questions de gouvernance mais aussi de coût et d'image.

Gerard Ryle: le journaliste derrière l'«Offshore Leaks»

Directeur de l'International Consortium of Investigative Journalists (ICIJ), un réseau de journalistes d'investigation situé à Washington, il est la source du dossier *Offshore Leaks*, du nom de cette enquête journalistique hors normes qui

fait trembler des milliers d'évadés fiscaux aux quatre coins de la planète. Cet Australien, ayant été pendant plus de 20 ans reporter, journaliste d'investigation et rédacteur en chef adjoint aux quotidiens *The Age* et *The Sydney Herald Tribune*, a en effet réceptionné le disque dur contenant des milliards de données récupérées par d'anciens employés de deux entreprises de service financiers offshore. Une masse d'informations impossible à traiter par un seul homme et qui le pousse à prendre contact avec l'ICIJ, dont il devient directeur dans la foulée.

C'est ainsi que Gerard Ryle a fait travailler pendant plus d'un an un vaste réseau d'enquêteurs à travers le monde, impliquant des médias aussi prestigieux que la *BBC* ou le journal *Le Monde*. Résultat? De fracassantes révélations qui ont éclaboussé de nombreuses personnalités (Imelda Marcos, le trésorier de campagne de François Hollande, certains membre de la dynastie Rothschild, etc.) et ont conduit divers gouvernements à ouvrir des enquêtes. Sont notamment visés des paradis fiscaux tels que les îles Vierges britanniques, Singapour ou les îles Caïmans. Une centaine de personnes vivant en Belgique (dont le milliardaire d'origine kazakhe Patokh Chodiev) figurent parmi les milliers de contribuables... suspectés d'avoir menti au fisc.

Christophe Nijdam : l'analyste qui dérange les banquiers

Ce quinquagénaire à l'allure soignée et doté d'une belle éloquence fait partie de cette catégorie de banquiers passés de l'autre côté de la barrière. Analyste financier au sein du cabinet AlphaValue, à Paris, Christophe Nijdam est aujourd'hui l'un des plus fins connaisseurs de l'industrie des services financiers et l'un des plus ardents partisans de la séparation des activités bancaires. «Il est faux de dire que les banques universelles, alliant collecte de dépôts et spéculation, ont mieux résisté à la crise. Tenir de tels propos est fallacieux. Non seulement les grandes banques universelles se sont montrées plus fragiles mais elles s'avèrent aussi être très coûteuses en terme de destruction de valeur pour leurs actionnaires.» Auteur en juin 2012 d'une étude sans concessions sur le sujet, l'homme sait de quoi il parle. Professeur de finance à Sciences Po, Christophe



Christophe Nijdam

Nijdam a occupé pendant 13 ans des fonctions de direction au sein de plusieurs grands établissements bancaires français. Au Crédit Lyonnais (aujourd'hui Crédit Agricole), au CCF (maintenant HSBC) et à la direction générale du Crédit du Nord (Société Générale), à New York. C'est là, dit-il, «que j'ai assisté à la financiarisation de l'économie et à la naissance du dogmatisme de l'efficacité des marchés.» Jusqu'au début des années 1990, lorsqu'il rentre en France pour changer de camp et devenir analyste financier. C'est cette solide expérience qui lui a valu de rapidement comprendre les ressorts de la crise de 2008. Au point d'irriter certains dirigeants du secteur. Il faut dire que Christophe Nijdam a très vite vu juste dans la déroute de Dexia sous l'ère Mariani. Il a été un des rares à anticiper la crise de liquidité des banques françaises, dès juillet 2011. Il peut aussi se targuer d'avoir été l'un des premiers à clamer haut et fort que «la mise en œuvre

de plans d'austérité budgétaire paneuropéens synchrones était suicidaire». Et ce mois-ci, il vient de sortir une nouvelle étude sur la liquidité des banques françaises qui n'irait pas tout à fait dans le sens des dernières déclarations du gouverneur de la Banque de France...

François Vincke : il combat la corruption

Membre depuis près de 20 ans de la commission anti-corruption de la Chambre de Commerce International à Paris, cet avocat de 64 ans est connu pour son expertise en matière d'éthique en entreprise et de lutte contre la criminalité en col blanc. Son constat? «D'un point de vue juridique, la Belgique n'est pas à la traîne. Elle a signé la plupart des textes internationaux et adopté diverses lois en la matière. Sur le terrain par contre, c'est autre chose. Le bilan est mitigé. Il n'y a pas de réelle prise de conscience des effets nocifs que représente la corruption pour l'ensemble de la population (entreprises, écoles de management, monde politique, etc.). La preuve en est que la lutte contre la corruption n'apparaît pas comme une priorité du gouvernement. Par ailleurs le nombre d'enquêtes, de procès et de jugements est de loin inférieur à ce qu'il devrait être, compte tenu du niveau d'activité économique auquel se situe notre pays.» Traduction: il reste du pain sur la planche.

A son sens, les dangers viennent essentiellement des relations qu'entretient le monde de l'entreprise avec les représentants de l'autorité publique. Petits cadeaux, hospitalité exagérée, voyages gratuits, mini pots-de-vin: les ficelles ne manquent pas pour influencer le décideur à favoriser indûment le corrupteur. Voire à mentir sur la qualité de son offre ou des prétendus défauts des concurrents. Pour lutter contre cette forme de manipulation, «les entreprises doivent afficher des valeurs d'intégrité mais aussi et surtout les mettre en pratique au travers de chartes et autres codes de conduite.» Pas toujours simple. «Les meilleurs résultats que j'ai pu obtenir se situent au niveau sectoriel, lorsque plusieurs entreprises se sont mises autour de la table pour établir ensemble des règles du jeu communes.»

© SÉBASTIEN BURON

Petits cadeaux, voyages gratuits, mini pots-de-vin : les ficelles ne manquent pas pour influencer le décideur à favoriser le corrupteur.



GETTY IMAGES